



Comment identifier les communautés vulnérables?

03 Développer les capacités d'adaptation

Elvin Nyukuri et Dan Ong'or expliquent comment les capacités d'adaptation aux changements climatiques sont en train d'être développées dans deux communautés de l'Ouest du Kenya

08 Adaptation : les mots clés

Anna Taylor, Katie Harris et Charles Ehrhart donnent le sens des concepts et mots clés dans le domaine de l'adaptation

14 Identifier les communautés vulnérables

Wendy Annecke décrit une méthodologie visant à identifier les communautés vulnérables aux changements climatiques

17 L'Adaptation mise en marche

Sven Harmeling soutient que la Conférence de Cancún a fait un petit pas dans la bonne direction dans le domaine de l'adaptation

13 Nouvelles

19 Conférences

20 Progrès à Cancún

25 Le Fonds d'adaptation

28 Le Mot de la Fin : *Timmons Roberts*



Garçons remplissant des sacs de sable dans une région en proie à des inondations, Conakry, Guinée

Développer les capacités d'adaptation

Elvin Nyukuri et Dan Ong'or expliquent comment les capacités d'adaptation aux changements climatiques sont en train d'être développées dans deux communautés de l'Ouest du Kenya

Les communautés Oyola et Wakesi résident à la périphérie du lac Victoria dans les plaines de Kano dans l'Ouest du Kenya. Les deux communautés vivent les impacts des changements climatiques et d'autres contraintes qui contribuent à leur vulnérabilité. Une recherche entre 2008 et 2009 a révélé que les contraintes environnementales liées aux inondations et la sécheresse rencontrées par les communautés comprennent les maladies humaines et animales, le manque de pâturage et d'eau potable, l'insuffisance d'infrastructures et de logement, l'effondrement de l'usine de sucre de Miwani, un manque de possibilités d'emploi, et une faible capacité à résoudre tous ces problèmes. Cependant, une communauté est dotée de ressources qui, si elles sont correctement utilisées, peuvent aider à atténuer les impacts des changements climatiques. L'étude a

révélé les défis auxquels les deux communautés font face, ce qui les rend vulnérables, et les différentes stratégies utilisées par chaque communauté pour s'en sortir. Enfin, elle explique comment l'adaptation peut être améliorée en mettant l'accent sur les capacités individuelles et collectives pour réduire la vulnérabilité.

POINTS PRINCIPAUX

- **Les auteurs** décrivent les contraintes liées aux inondations et à la sécheresse auxquelles deux communautés de l'Ouest du Kenya ont eu à faire face.
- **Ils expliquent** comment la recherche-action participative a aidé les chercheurs et les membres de la communauté à apprendre les uns des

autres et à renforcer les capacités d'adaptation locales.

- **Ils soulignent** l'importance des groupes communautaires forts pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques, et mettent en exergue la façon dont les processus participatifs ont révélé l'importance des connaissances locales.

Faire face à la sécheresse et aux inondations

En 1946, les deux communautés ont connu des sécheresses qui ont conduit à une famine connue sous le nom «Kee Otongl». Les gens parcouraient à pied de longues distances en quête de nourriture et d'autres ont envahi des fermes voisines de canne à sucre. Le bétail a été conduit dans les zones marécageuses pour le pâturage et l'abreuvement, et les gens ont parfois vendu ou échangé leur bétail pour se nourrir. Certaines personnes ont diversifié leurs moyens de subsistance et se sont tournées vers la pêche. Pour beaucoup, cela a été un changement pour le mieux, mais ils ont été obligés d'apprendre les nouvelles techniques de pêche en vue de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Il est bien évident que les gens ne mouraient pas, mais ils ont plutôt appris à faire face aux désastres. Entre



Conséquences des inondations dans le village de Oyola

Photo: © Charles Tonui and Ivin ukuri/ACTS

1952 et 1955, pendant la guerre des Mau Mau, les communautés ont connu de fortes inondations, en plus des impacts de la politique. Elles se nourrissaient des surplus alimentaires de la saison précédente, ont migré vers des zones plus sûres et construit des bassins d'eau utilisés comme réservoirs d'eau. Les lits des rivières envasés signifiait qu'ils ne pouvaient pas cultiver, ce qui a conduit à la faim connu sous le nom de «Kee Dhima», et il y a eu l'émergence d'une

maladie humaine appelée «Olima».

En 1962, le gouvernement a fourni des secours alimentaires à travers le programme 'Nourriture contre travail' à la suite des inondations connues sous le nom de «Koth Othuru». Le Kenya a obtenu son indépendance cette même année. L'appareil d'état a été utilisé pour détourner le cours du fleuve et la communauté a construit des canaux de drainage et a procédé à des projets d'établissement organisé.

Les gens ont fait face à la sécheresse en 1975 en se nourrissant d'«ogira» parce que le maïs coûtait trop cher. Ils faisaient paître leur bétail et ont cherché des fourrages dans les zones marécageuses. Ils ont réduit le nombre de repas pris par jour et les aliments achetés à des prix élevés provenant des terres adjacentes au lac Victoria. Ils se nourrissaient de végétaux sauvages et utilisaient de la farine de sorgho improdutive connu sous le nom d'«ochondo». Pendant cette période, le pays a connu une grave famine connue sous le nom de «korokoro», ce qui signifie que les gens ne pouvaient se permettre qu'une quantité de deux kilogrammes de maïs par jour et ont dû se nourrir de maïs jaune importé, appelé, «maïs du Kenya» par les voisins du Zimbabwe. Plus de cas de VIH/SIDA ont été enregistrés durant cette période et il était difficile de dire si les patients étaient atteints de VIH/SIDA ou la faim. Cette confusion signifiait que la communauté ne savait pas quelles mesures d'adaptation prendre. La famine et le VIH/SIDA ont rendu la communauté plus vulnérable et en même temps le gouvernement a fourni des médicaments et de la nourriture.

Les fortes pluies connues sous le nom d'«El Nino» ont été expérimentés dans le pays en 1997 et ont touché de nombreux foyers. Les gens ont migré là où ils pouvaient trouver refuge. La faim, les maladies d'origine hydrique et l'ensablement

du lit de la rivière ont augmenté la mise-à-re. Les mécanismes communautaires d'adaptation n'ont été d'aucune utilité et le gouvernement a dû venir à la res- cousse avec de la nourriture et des médi- caments, même si aucune solution de rechange n'a été prise pour minimiser les problèmes. Les membres de la commu- nauté ont expliqué aux chercheurs com- ment ceux qui ont survécu au «El Nino» étaient considérés comme des guerriers. Ils estimaient que la question n'était pas la disponibilité des ressources, mais la meilleure façon dont les gens pou- vaient utiliser leurs propres capacités à surmonter les calamités résultant d'un phénomène environnemental.

La recherche participative pour renforcer les capacités d'adaptation

L'équipe de recherche a utilisé des méthodes de recherche-action partici- pative, ce qui a permis de regrouper les membres de la communauté et les scientifiques dans le cadre d'une action d'apprentissage. Au cours de ce proces- sus, les membres de la communauté, en particulier ceux qui ont des champs, ont posé des questions sur les raisons de l'effondrement de l'usine de sucre Miwani. Selon eux, cela a entraîné le mauvais état des infrastructures locales. L'entreprise avait l'habitude d'entretenir les routes qui l'ont nourri, et qui sont maintenant de petits cours d'eau à cause

des inondations. Les chercheurs, d'autre part, ont voulu connaître les causes de la vulnérabilité aux changements clima- tiques. Les approches de recherche-ac- tion participative ont permis de mettre les deux équipes ensemble pour partager les informations, les connaissances et les expériences à travers des discussions collectives. Cela a permis à chaque partie de mieux comprendre l'information fournie par l'autre et à être compris dans le contexte dans lequel l'information a été créée. Les discussions ont souligné comment les membres de la commu- nauté pourraient commencer à trouver des solutions compte tenu des possibilités à leur disposition et la liberté qu'ils avai- ent de transformer leur vulnérabilité en stratégies d'adaptation.

Les chercheurs et les membres de la communauté ont formé une équipe pour identifier les problèmes liés à l'adaptation. Grâce aux approches partici- patives, les cartes des communautés de base, les cartes des zones inondables, les profils historiques, les tendances historiques et l'analyse des ressources, les groupes de discussion, l'histoire des ménages, les entrevues avec les informa- teurs clés et la vidéo participative, les communautés ont identifié leurs vul- nérabilités physiques et économiques. Beaucoup d'informations sur les «dé- fis» ont été révélées, en particulier au cours de l'exercice de vidéo participa-

tive. Le processus d'auto-réflexion, de l'appropriation des informations et des efforts produits pour identifier les points de vulnérabilité et la production de cartes des communautés de base et des cartes numérisées à l'aide du Système mondial d'information et des interpré- tations du Global Positioning System qui ont contribué à renforcer le processus d'apprentissage social. Les chercheurs ont, pour leur part, acquis de nouvelles compétences en s'engageant dans des partenariats qui ont favorisé un esprit ouvert.

Ces approches ont réuni les mem- bres de la communauté, les organis- mes parapublics, les organisations non gouvernementales et organisations communautaires de base pour relever le défi des changements climatiques et des inondations, et par conséquent la nécessité d'une diversification des moy- ens de subsistance. Le processus a tenté d'impliquer le Bureau de développement départemental en charge de la planifica- tion afin de s'assurer que les change- ments climatiques sont intégrés dans leurs plans. Le Kenya Agricultural Re- search Institute (KARI) a rejoint l'équipe de recherche pour enseigner à la commu- nauté l'utilisation de technologies telles que les variétés améliorées de fruits (comme des mangues) afin de diversifier les moyens de subsistance et d'améliorer la sécurité alimentaire. KARI travaille



Un membre de la communauté montre les canaux de drainage élargis

Photo: © Charles Tonui and Elvin Nyukuri/TS

également à développer d'autres moyens de subsistance comprenant des piments rouges, le maïs, le manioc, les patates douces et le sorgho.

Des stratégies d'adaptation émergentes

L'utilisation de la méthodologie Options locales pour l'adaptation des collectivités et technologies pour le renforcement des capacités (LOCATE) a aidé ces deux communautés vulnérables à concevoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation communautaire aux changements climatiques. La communauté a identifié plusieurs options locales pour renforcer ses capacités d'adaptation en utilisant cette méthode, y compris la construction

de ponts de fortune et de bassins d'eau, la culture de patates douces comme une source de nourriture alternative et comme un moyen de renforcer les digues des canaux de drainage élargis, la recherche de pâturages dans les voisinages de la communauté, la construction de latrines sur des termitières, qui sont familières dans la région, les rendant moins vulnérables aux inondations, la culture de piments rouges et de mangues pour la vente ou l'exportation et la culture précoce d'autres plantes.

Les populations locales ont également appris à faire le lien entre les catastrophes climatiques et leurs pratiques culturelles. Par exemple, elles effectuent des

prières sous un arbre sacré, creusent des tranchées autour de leurs maisons pour acheminer l'eau dans leurs fermes, construisent des maisons avec des planchers élevés et transmettent ces pratiques traditionnelles aux jeunes à travers les contes. Dans l'avenir, les collectivités ont l'intention de mettre en place les panneaux d'affichage sur les routes principales de la région avec les cartes des risques d'inondation établies au cours des exercices de recherche. Les femmes, en particulier, ont également promis d'assister aux «barazas» ou réunions communautaires, convoquées par le chef local pour obtenir plus d'informations sur l'évolution de la situation.

Former des groupes communautaires pour renforcer les capacités

Diverses pistes d'amélioration des capacités ont été identifiées. Il s'agit notamment d'un certain nombre de groupes communautaires, y compris les groupes d'entraide de femmes, associations de la canne à sucre créées lorsque l'usine de sucre était en opération, et les écoles pratiques d'agriculture. Les écoles pratiques d'agriculture ont été la solution préférée, car elles ont accueilli tous les membres de la communauté. Ces écoles seront créées en collaboration avec KARI pour promouvoir les activités populaires telles que la culture du sorgho, du manioc et des patates douces. L'équipe

de recherche et KARI pourront également utiliser ces écoles pour améliorer les compétences d'adaptation liées à l'agriculture, la stabilisation des canaux de contrôle de l'eau et l'amélioration de la production de fruits, par exemple des manguiers. La capacité de la communauté à former des groupes améliore à la fois ses capacités générales, mais aussi sa capacité à réduire sa vulnérabilité face aux changements climatiques.

Apprendre des processus participatifs

L'utilisation des processus participatifs a contribué à changer les pratiques communautaires individuelles et collectives. On a observé que ceux qui ont planté du maïs au cours de la saison de pluie normale en 2009 n'ont pas eu de bons rendements par rapport à ceux qui ont planté selon les prévisions du service météorologique. En 2009, la petite saison des pluies est venue beaucoup plus tôt que les années précédentes et avec l'aide de l'équipe du projet, ceux qui ont pris en compte des conseils disponibles ont fini la saison avec un bon rendement.

Les processus participatifs ont également révélé l'importance des connaissances indigènes utilisées par les communautés pour éviter les risques de changements climatiques. Traditionnellement, ces communautés faisaient des sacrifices ou des offrandes aux dieux

de la pluie sous des arbres comme le baobab. Les vidéos participatives ont révélé l'importance de cette activité dans la vie des membres de la communauté. Ils ont fait le lien entre les arbres et les pluies et la fréquence avec laquelle les offrandes sont faites aux dieux de la pluie a augmenté. La corrélation entre le nombre de fois où les gens font des offrandes et l'état de l'environnement est informative. Ces activités offrent également des possibilités pour l'utilisation des approches endogènes pour éduquer la communauté sur l'adaptation aux changements climatiques et le développement durable. ■

A PROPOS DES AUTEURS



● **Elvin Nyukuri** est chargée de recherche au Centre africain d'études technologiques au Kenya. Elle poursuit actuellement son doctorat sur la vulnérabilité aux changements climatiques dans deux communautés forestières au Kenya et en Ouganda.



● **Dan Ong'or** est conférencier et spécialiste des technologies d'extension. Il travaille actuellement en tant que coordinateur du Forum du Lac Uhai.

COORDONNÉES

● **Elvin Nyukuri**, African Centre for Technology Studies, PO Box 45917 00100, Nairobi, Kenya

Fax: +254-20-233 9093

Courriel: e.nyukuri@open.ac.uk.

● **Dan Ong'or**, Uhai Lake Forum, PO Box 6022-40103, Kisumu, Kenya

Fax: +221-33-8217595

Courriel: danongor@yahoo.com, uhailake@yahoo.com

Adaptation : les mots clés

Anna Taylor, Katie Harris et Charles Ehrhart donnent le sens des concepts et mots clés dans le domaine de l'adaptation communautaire

Il y a beaucoup de discussions, et quelques premières activités, autour des idées et des pratiques d'adaptation communautaire de base face à la variabilité climatique et/ou aux changements climatiques. L'adaptation communautaire est en train d'attirer l'attention des praticiens, des chercheurs et des responsables politiques, à partir d'un éventail de domaines et disciplines, y compris le développement rural et l'économie, l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et la conservation, la gestion des risques liés aux catastrophes et l'aide humanitaire (avec un tas d'autres choses encore). Cela en fait un domaine à la fois très dynamique et très contesté de la pensée et de la pratique. Un des défis consiste à communiquer à travers ces différentes «communautés» (de la con-

naissance et la pratique), chacun avec sa propre terminologie et ses cadres conceptuels. Cela peut conduire et conduit à beaucoup de confusion et d'incompréhension, d'une part, mais d'autre part il peut être une base constructive, progressive même, de débat.

POINTS PRINCIPAUX

- **Les auteurs soulignent** certaines des principales zones de confusion concernant la terminologie dans le domaine de l'adaptation communautaire.
- **Ils expliquent** comment l'articulation et la prise en compte des questions posées fréquemment sur le sujet de l'adaptation communautaire peut contribuer à améliorer la compréhension et stimuler la discussion.
- **Ils proposent** un large processus d'apprentissage et de collaboration pour aider à développer une structure de connaissances et un vocabulaire commun sur l'adaptation communautaire.

Cet article cherche à aborder (ou corriger) cette question à travers sa petite contribution. Il ne cherche pas à donner de manière péremptoire des définitions particulières des principaux termes utilisés dans le domaine émergent de l'adaptation communautaire, à fixer des limites strictes aux concepts, ou à élaborer une typologie des approches de l'adaptation communautaire (même si cela peut être utile). Au contraire, il reconnaît qu'il existe de grandes variations au sein et entre les organisations de praticiens et vise à mettre en lumière certaines des principales zones de confusion et de contestation.

Certains spécialistes ont identifié des définitions qu'ils pensent convenir le mieux aux termes et aux concepts auxquels ils font allusion, tandis que d'autres travaillent sur la base d'un

partage des connaissances et de la compréhension des termes et concepts utilisés. Cet article n'a pas l'intention de faire la critique des définitions ou des termes des organisations. Il explore certains des points de vue différents sur les termes et concepts clés, et propose un processus par lequel une «compréhension» utile pour le travail pourrait se développer pour répondre aux besoins actuels et, plus tard être affinée et mis à jour au fur et à mesure que l'apprentissage collectif s'améliore.

Foire aux questions

Le processus de participation des praticiens et des chercheurs dans l'articulation et la réponse à la Foire aux questions (FAQ) sur l'adaptation communautaire (dont cet article est seulement une partie) peut contribuer à améliorer la compréhension et la cohérence de la communication et stimuler le débat pour une meilleure pratique de l'adaptation communautaire. Un certain nombre de questions posées fréquemment sur l'adaptation communautaire ont été identifiées lors de la quatrième Conférence internationale sur l'adaptation communautaire aux changements climatiques (qui s'est tenue à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, en février 2010). Elles sont issues des discussions formelles en plénière,

des conversations informelles entre les sessions, et des discussions plus en profondeur menées par le «groupe de travail ouvert sur les FAQ» (anciennement connu sous le nom de groupe de travail sur les 'termes et définitions', et qui avait tenu sa première réunion à la troisième Conférence sur l'adaptation communautaire en 2009). Les participants à la conférence de Dar-es-Salaam ont également partagé leurs FAQ sur un forum de discussion ouvert. Les exemples suivants donnent une bonne idée de ce que les praticiens perçoivent comme des questions clés.

- Qu'est-ce que l'adaptation communautaire, et en particulier en quoi elle est différente du «bon» développement ?
- Quelle est la relation entre l'adaptation «communautaire» et l'adaptation «fondée sur l'écosystème» ?
- Y a-t-il vraiment une activité d'adaptation qui se déroule actuellement au niveau de la communauté qui traite spécifiquement des changements climatiques ?
- Est-ce que l'adaptation communautaire vise à améliorer les conditions de vie des gens, ou tout simplement maintenir un statu quo inéquitable afin d'éviter le pire ?
- Comment peut-on différencier le développement durable, la réduction

des risques de catastrophe et les projets d'adaptation communautaire, et est-il nécessaire de le faire ?

- Les impacts des changements climatiques ne sont pas limités au niveau du village, et l'adaptation communautaire ? Et comment l'adaptation communautaire peut-elle faire le lien vers des actions de plus grande échelle, par exemple, celles menées aux niveaux national et international ?
 - Qu'est-ce qui constitue pour nous une «communauté» dans l'adaptation communautaire ?
 - A quel niveau le défi de l'atténuation des changements climatiques est convenable par rapport à l'adaptation communautaire ?
 - Quelle est la différence entre «s'adapter» (adapting) et «faire face» (coping) ?
 - Qu'est-ce que l'on entend par «résilience» dans le contexte de l'adaptation communautaire, et quelle est la différence entre la «vulnérabilité» et la «résilience» ?
 - Quelle est la différence entre «résistant au climat» (climateproof), «intelligent par rapport aux changements climatiques» (climate-smart), et «résilient au climat» (climate-resilient) ?
- L'une des questions les plus fréquem-

ment posées - et pratiques, c'est la différence entre l'adaptation et le fait de faire face, la survie. Mais s'il y a un consensus croissant autour de ces termes, d'autres restent très disputés. Peut-être le plus inconciliable est ce qu'on entend par «résilience». Ces deux questions posées fréquemment sont examinées ci-après comme point de départ pour l'ensemble de la procédure décrite à la fin de cet article.

S'adapter et faire face

Parfois, «adaptation» (adapting) et le fait de «faire face» (coping) sont employés indifféremment. Cela a conduit à beaucoup de confusion. Comparer et contraster les caractéristiques est

une façon de comprendre leurs similitudes et leurs différences. Le tableau ci-dessous, présenté dans le Manuel de CARE intitulé la Vulnérabilité au climat et l'analyse des capacités (Climate Vulnerability and Capacity Analysis Handbook), a été consolidé à partir des sessions de réflexion avec les groupes de praticiens du développement au Ghana, au Niger et au Népal.

Le tableau montre que ce n'est pas seulement le débat «académique» sur les définitions comme certaines personnes le pensent. Notre compréhension, et le défaut de compréhension, peuvent avoir des conséquences réelles - en particulier pour les individus, ménages et communautés les plus pau-

vres. Dans ce cas, le traitement de ces deux termes comme interchangeables pourrait mener à l'appui (ou, pire encore, à la promotion même) des activités ou des stratégies qui ont suffisamment bien fonctionné dans le passé mais qui, dans le cadre des changements de notre climat, pourrait s'avérer désastreuses. Certains peuvent même conduire à ce qui est parfois appelé «inadaptation».

La vente de biens productifs (comme le bétail) et/ou l'augmentation des revenus par le biais de la carbonisation artisanale sont deux exemples de «mécanismes traditionnels de survie» communs dans la majeure partie des pays semi-arides d'Afrique. Mais si ces stratégies peuvent fonctionner assez bien en cas de sécheresse une fois tous les cinq ou six ans, elles sont inefficaces quand il s'agit de la réalité contemporaine avec l'accélération des cycles de sécheresse. Connaître la différence entre le fait de «faire face» et l'«adaptation» nous oblige à penser de manière novatrice et d'identifier des solutions durables aux changements climatiques à long terme.

Qu'est-ce que la résilience?

Dans l'exemple suivant, un terme est utilisé régulièrement, mais sa signification est loin d'être constante. Saleemul Huq et Jessica Ayers, dans le *Tiempo* de

CARACTERISTIQUES DE «SURVIE» ET «ADAPTATION»

«Survie»

À court terme et immédiate
Orientée vers la survie
Pas continue
Motivée par une crise; réactive
Souvent, dégrade la base de ressources
Suscitée par le manque d'alternatives

«Adaptation»

Orientée vers la sécurité des moyens de subsistance à long terme
Un processus continu
Les résultats sont durables
Utilise les ressources efficacement et durablement
Implique la planification
Combine anciennes et nouvelles stratégies et connaissances
Axée sur la recherche d'alternatives

janvier 2010, ont écrit que l'adaptation communautaire est souvent désignée comme «une approche visant à augmenter la résilience de certaines communautés les plus pauvres de la planète aux impacts des changements climatiques». Mais que signifie exactement la résilience dans ce contexte ? Cet article ne cherche pas à parvenir à une définition unique de la rési-

et différents concepts de résilience, ils pourraient utilement être compris comme un continuum. Par exemple, à une extrémité du continuum, la résilience est interprétée comme une forme d'adaptation en se contentant de résister aux chocs et au stress. De l'autre, la résilience est un système d'apprentissage souple, dans lequel le changement transformationnel est un

ment que les gens «savent» ce qui rend un système plus ou moins résilient est faux. Pour l'adaptation communautaire, le défi est la déconstruction de ce concept afin de poser plus de questions éclairées, comme par exemple : à quelle définition de la résilience fait-on référence ? Et, quels sont les compromis possibles pour accroître la «résilience» de certaines communautés au détriment d'autres ?

«Connaître la différence entre le fait de «faire face» et l'«adaptation» nous oblige à penser de manière novatrice»

lience. Au contraire, il vise à mettre en évidence certaines des interprétations contrastées et les utilisations du terme, pour permettre aux praticiens de réfléchir sur ce que à quoi ils se réfèrent exactement ainsi qu'à l'action que cela implique par la suite. Il existe d'importantes implications pratiques et politiques en fonction de la façon dont le terme est entendu.

Une façon d'améliorer la clarté est de faire la distinction entre l'utilisation du mot résilience comme un nom - qui veut dire revenir à une forme originale ou se remettre de l'adversité - et en tant que concept. Une deuxième façon d'améliorer la clarté est de reconnaître qu'il n'y a pas de façon claire de faire la distinction entre les nombreux

élément essentiel.

Alors, pourquoi est-ce important pour l'adaptation communautaire ? Se familiariser avec les différentes utilisations du terme de résilience est important pour comprendre ce que le concept de résilience peut apporter à l'adaptation communautaire. Beaucoup croient que pour faire de la résilience un concept pratique, il faut qu'il soit lié à l'action et à des stratégies, ainsi qu'à des considérations relatives à la politique et au pouvoir. Par exemple, un système résilient pour une personne ou une communauté peut entraîner des vulnérabilités pour les autres. L'hypothèse selon laquelle une compréhension commune du terme prévaut est problématique. Le senti-

Prochaines étapes

Après une première tentative pour résoudre deux des questions les plus fréquemment posées sur l'adaptation communautaire dans cet article, les auteurs espèrent relancer un processus d'apprentissage plus large. Cet article, donc, sert également à lancer un appel ouvert à d'autres de se livrer à cet exercice de collaboration sur le sens du concept (via le groupe de travail qui a été réuni à la Quatrième conférence sur l'adaptation communautaire, et animé par les auteurs). Cela permettra de faire avancer le champ de l'adaptation communautaire en termes de pratiques soutenus par une structure de connaissance bien développée et un vocabulaire commun.

Dans une perspective d'ensemble, cela pourrait conduire à toutes sortes de développements intéressants. Par exemple, avec plus d'informations par-

tagées via internet à travers le monde, ce qui peut constituer les premiers stades de l'élaboration d'une «peuplonomie» de l'adaptation communautaire - une façon de collaborer dans la classification et l'extraction de contenu Web (texte, images, vidéo etc.) en créant et en attribuant des «balises» (étiquettes ouvertes) pour annoter et classer des éléments d'information.

Pour l'instant, cependant, ce partage de l'information se prépare pour la prochaine conférence sur l'adaptation communautaire qui se tiendra à Dhaka, au Bangladesh, en mars 2011. Là, les auteurs espèrent consolider la FAQ et les réponses dans un article à discuter (qui pourrait être disponible dans une variété de formats) à faire circuler, et convoquer une session au cours de la conférence à laquelle les gens peuvent présenter et examiner la pensée et le contenu qui émergent de la riche expérience de cette tentative de collaboration pour s'attaquer aux FAQ qui sont actuellement sur les lèvres de tant de personnes. En faisant cela, nous pouvons améliorer nos pratiques de manière itérative, essayer d'autres solutions, et parvenir à de nouvelles questions de meilleure qualité au fur et à mesure que nous continuons à apprendre ensemble. ■

A PROPOS DES AUTEURS



● **Anna Taylor** un chercheur à Stockholm Environment Institute, et travaille sur les approches de collaboration pour la planification et l'apprentissage de l'adaptation pour lutter contre la variabilité et les changements climatiques dans le contexte d'autres défis systémiques.



● **Katie Harris** coordonne le programme de Renforcement de la résilience climatique à l'Institut d'études du développement, et est spécialisée dans la gestion des risques de catastrophes ainsi que les liens entre les changements climatiques et les conflits.



● **Charles Ehrhart** coordonne la réponse mondiale de CARE International aux changements climatiques, tout en apportant l'orientation stratégique et un soutien technique aux opérations dans près de 70 des pays les plus pauvres du monde.

COORDONNÉES

● **Anna Taylor**, Stockholm Environment Institute, Oxford Office, Florence House, 29 Grove Street, Oxford, OX2 7JT, United Kingdom

Fax : +44-1865-355603

Courriel : anna.taylor@sei.se

Web : www.sei-international.org and www.weADAPT.org

● **Katie Harris**, Climate Change and Development Centre, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, United Kingdom.

Fax : +44-1273-621202

Courriel : k.harris@ids.ac.uk

Web : www.ids.ac.uk/climatechange

● **Charles Ehrhart**, c/o CARE International, 66, Xuan Dieu, Hanoi, Vietnam.

Fax : +84-437-161935

Courriel : ehrhart@careclimatechange.org

Web : www.careclimatechange.org

PLUS AMPLES INFORMATIONS

● Pour plus d'informations :

Le manuel de CARE Climate Vulnerability and Capacity Analysis Handbook peut être consulté à tinyurl.com/2bhzpcp. Pour de plus amples renseignements sur la cinquième Conférence internationale sur l'adaptation communautaire qui aura lieu à Dhaka, au Bangladesh, du 24-31 mars 2011, écrire au Bangladesh Centre for Advanced Studies, à l'adresse info@bcas.net ou communiquer avec le Centre du Bangladesh pour les études avancées à info@bcas.net.

NOUVELLES

CLIMAT

Agriculture et aléas climatiques : du terrain aux politiques.

Le dossier de ce numéro de Grain de Sel, une publication d'Inter-Réseau, passe en revue de nombreuses facettes de ce combat contre une péjoration du climat qui, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), affectera l'Afrique subsaharienne plus fortement que les autres continents. Ce dossier intéresse les producteurs, chercheurs et praticiens de terrain.

En savoir plus :
www.inter-reseaux.org

PLAIDOYER

L'Afrique et l'enjeu climatique : appel à l'action.

Le présent document examine les retombées des changements climatiques en Afrique, les mesures adoptées pour y remédier et les priorités recensées tant pour la communauté internationale en général que pour l'Afrique.

En savoir plus :
<http://www.africapartnershipforum.org/data-ecd/32/18/40692914.pdf>

ATTENUATION

Six pays, parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, prévoient des réductions substantielles de leurs émissions de carbone.

Antigua-et-Barbuda, Costa Rica, l'Éthiopie, les Maldives, les îles Marshall et le Samoa se sont tous engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à poursuivre la croissance verte et le développement", selon un communiqué du gouvernement des Maldives. "Quand ceux qui ont le moins commencé à faire le plus, cela montre que les ambitions de tout le monde peuvent être revues à la hausse", a déclaré Mohamed Nasheed, Président des Maldives.

En savoir plus :
tinyurl.com/25vcm5k

POLLUTION

Pollution par la suie.

L'élimination de la pollution par la suie provenant de sources telles que les moteurs diesel et des sources de chaleur mal contrôlées pourrait signifier que le monde a une période supplémentaire de huit ans pour limiter les émissions de carbone, selon des chercheurs de l'Université de Princeton aux États-Unis.

En savoir plus :
tinyurl.com/27vsgmn

CALOTTES GLACIÈRES

Une équipe internationale de scientifiques a conclu que le taux estimé de la perte de glace du Groenland et de l'Antarctique occidental devrait être réduite de moitié.

La correction résulte d'une nouvelle évaluation de l'effet de l'ajustement iso-statique glaciaire, le relèvement de la croûte terrestre après la dernière ère glaciaire. «C'est comme un matelas après que quelqu'un ait dormi dessus toute la nuit," a déclaré le chef d'équipe Bert Vermeersen de l'Université Technique de Delft aux Pays-Bas. Les chiffres corrigés signifient que l'expansion du réchauffement des océans doit compter pour environ 70 pour cent de l'élévation du niveau de la mer des dernières années, plutôt que les 50 pour cent qui étaient supposés auparavant.

En savoir plus :
tinyurl.com/2ejdwhxorg

NOUVELLES

Identifier les communautés vulnérables

Wendy Annecke décrit une méthodologie visant à identifier les communautés qui sont vulnérables aux changements climatiques et qui est à l'essai dans huit pays africains

Des progrès significatifs ont été réalisés récemment dans la compréhension du rôle des organisations non-gouvernementales (ONG) et des organisations communautaires de base qui travaillent en partenariat avec les populations locales sur des projets d'adaptation communautaire. Dans leur rapport publié dans le *Tiempo* du mois de janvier 2010 sur la Quatrième Conférence internationale sur l'adaptation communautaire qui s'est tenue à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, en mars 2010, Saleemul Huq et Jessica Ayers expliquent comment ces organisations, en utilisant des processus participatifs, sont génératrices de stratégies visant à accroître la résilience aux changements climatiques. L'utilisation de processus participatifs peut également aider à aborder en premier lieu les questions de développement local qui rendent les gens vulnérables aux impacts des changements climatiques. Huq et Ayers montrent qu'il existe maintenant plusieurs projets en cours dans les communautés vulnérables à la fois dans les pays en développement

et dans certains pays développés qui utilisent les approches participatives pour renforcer les capacités autour des changements climatiques ainsi que les possibilités et les stratégies d'adaptation. L'adaptation communautaire aux changements climatiques en Afrique (ACCA), programme de recherche et de renforcement des capacités financé par le Centre de recherches pour le développement international, du Canada, et le Department for In-

POINTS PRINCIPAUX

- **L'auteur décrit** une méthodologie qui sert à identifier les communautés vulnérables et qui est testée dans le cadre du programme de recherche et de renforcement des capacités, Adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA).
- **Elle explique** l'importance du suivi et de l'évaluation participatifs.
- **Elle conclut** en s'interrogeant sur le mérite de laisser les hommes politiques, plutôt que les scientifiques, décider de quelles communautés sont les plus vulnérables.

ternational Development, Royaume-Uni, est une telle entreprise.

Le but premier du programme ACCA est de développer et de tester une méthodologie solide pour identifier les communautés qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques et qui pourraient bénéficier du renforcement des capacités. Le renforcement des capacités prend la forme de la capacité à concevoir un projet ou un programme qui serait bénéfique à la communauté et à rédiger une proposition qui pourrait être utilisée pour rechercher des fonds pour la mise en œuvre du projet.

Une méthodologie connue sous le nom de IO-CATE (Options locales pour l'adaptation des communautés et Technologies pour le renforcement des capacités) a été développée dans le cadre du projet SouthSouthNorth en collaboration avec le 'Bangladesh Centre for Advanced Studies'. Cette méthodologie – dont les bases sont décrites dans le *Tiempo* de juillet 2006 dans un article de Mozaharul Alam

et Lwandle Mqadi intitulé «Conception des projets d'adaptation» - vise à aider les organisations qui travaillent au niveau local à concevoir et mettre en œuvre des projets d'adaptation communautaire. Dans le cadre du programme ACCA, la méthodologie LOCATE est actuellement testée dans huit pays africains: le Soudan, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Dans chaque pays, une ONG intermédiaire qui est en partenariat avec au moins un organisation communautaire travaillant au niveau communautaire teste la méthodologie. La méthode comporte quatre phases : 1) l'identification, 2) la conception, 3) la mise en œuvre, et 4) le suivi et l'évaluation. Elles sont décrites en détail ci-dessous.

Identification: trouver des 'points névralgiques' vulnérables et un «porteur de projet» pour la mise en œuvre

La première phase consiste à des approches à la fois top-down et bottom-up de cartographie de la vulnérabilité et une évaluation des organisations locales afin d'identifier les communautés potentiellement appropriées et les porteurs de projet. Les méthodes utilisées comprennent à la fois une évaluation quantitative et technique et une évaluation qualitative et socio-économique des communautés potentielles. Les questions clés pour l'évaluation technique se rapportent à la définition du contexte des communautés pauvres et vulnérables, et les tâches clés et les outils impliquent l'identification de ces communautés en superposant la cartographie spatiale et les données sur la pauvreté. Les communautés vulnérables sont identifiées lorsque le chevauchement est le plus fort.



Paysanne, Kenya Photo: © Charles Tonui and Elvin Nyukuri

Une évaluation qualitative est alors effectuée pour confirmer les résultats techniques et identifier un porteur de projet potentiel ou un champion sur le terrain. Les questions clés, qui devraient également être pertinentes pour l'étude de la situation de base, se rapportent aux moyens d'existence durables : biens, activités, réseaux et informations à la disposition des communautés. L'observation, les réunions et les entretiens avec des membres de la communauté locale et les organisations communautaires permettent à l'ONG de disposer de cette information.

La conception du projet

Cette phase est dominée par la hiérarchisation des activités d'adaptation et des partenaires et le développement des Notes d'idées de projet. La situation de référence par rapport à laquelle le projet sera suivi et évalué se base sur la méthodologie LOCATE et aussi sur le cadre des moyens de subsistance durables, qui caractérise la vulnérabilité et la capacité d'adaptation de la communauté. Ce cadre tient

compte des facteurs suivants : les biens et capitaux des ménages, l'éducation, l'information et les connaissances; le bien-être en termes de sécurité et de santé, les activités de subsistance des pauvres, et la gouvernance formelles et informelles aux niveaux local et national.

L'établissement d'une situation de base fiable est considérée comme important car elle constitue la référence ou un instantané par rapport auquel les améliorations seront mesurées. La démographie, le niveau de revenu des ménages, les impacts des changements climatiques sur ces revenus, et les impacts des changements climatiques sur les moyens de subsistance doivent être répertoriés pour la situation de base et les données devraient être réparties par sexe et par âge.

Une fois développées, les Notes d'idées de projet sont classées et partagées avec les donateurs potentiels. Cette étape est suivie le développement du document de conception complète du projet, qui est également partagé avec les donateurs.

La mise en œuvre

Les activités visant à répondre aux besoins prioritaires d'adaptation sont mises en œuvre à ce stade, conformément à la description du projet. Ces activités sont susceptibles de varier entre les groupes de moyens de subsistance et les écosystèmes. Dans les huit pays africains du programme ACCA, les activités sont menées dans les secteurs suivants : l'élevage et la production agricole dans les zones arides, l'eau et gestion des ressources forestières ; fourniture de services environnementaux et de protection contre l'avancée du désert, les ressources côtières,

la santé humaine (en particulier les épidémies et le paludisme), l'agriculture, le système d'alerte précoce, l'exhaure de l'eau et sa conservation, et le secteur de l'énergie.

Suivi, évaluation et leçons apprises

La méthodologie LOCATE met l'accent sur le suivi et l'évaluation participatifs afin de réfléchir sur la mise en œuvre du projet, tirer les leçons et réviser les stratégies et fournir des preuves de changement dans le cadre de la capacité d'adaptation et de résilience face au climat. Le projet ACCA propose de développer et tester les méthodes et outils pour le suivi et l'évaluation participatifs avec les communautés sur le terrain lorsque les projets sont mis en œuvre. Le projet permettra également de tester l'utilisation de la vidéo participative pour l'établissement des situations de base pour le suivi et l'évaluation. Le développement d'un référentiel sonore participatif est important pour l'évaluation des changements et des modifications. Au fil du temps et par comparaison, l'évaluation peut fournir des informations sur les impacts des interventions sur la base des preuves effectives, solides recueillies par les participants eux-mêmes.

Ce projet ACCA est en train de tester et d'affiner actuellement la méthodologie proposée, en tirant les leçons des expériences sur le terrain. Les équipes nationales sont, par conséquent en train de contribuer au développement de la méthodologie. Une version complète et améliorée sera finalisée lors d'un atelier à Nairobi à la fin de 2010 et présentée à la prochaine Conférence internationale sur l'adaptation communautaire au Bangladesh en mars 2011.

Discussion

Avoir à identifier et à travailler avec certaines collectivités vulnérables pose des problèmes éthiques pour savoir si le processus de sélection est nécessaire et ce qui justifie de travailler avec certaines communautés plutôt que d'autres. Dans son article du *Tiempo* de janvier 2010, Richard Klein soutient que la définition de pays «particulièrement vulnérables» est une tâche politique, qu'il vaut mieux laisser aux négociateurs. Il souligne que l'indice de vulnérabilité proposé par le Bangladesh pour disposer d'une méthode systématique et transparente de mesurer et de comparer la vulnérabilité des pays par rapport aux changements climatiques, est techniquement possible mais difficile. Il fait valoir que puisque la vulnérabilité signifie des choses différentes pour différentes personnes, la sélection des bénéficiaires est un problème politique qui n'existe que parce qu'il y a insuffisance de ressources pour répondre aux besoins d'adaptation de tous les pays en développement.

S'il est vrai que, comme le dit Klein, les 'scientifiques ne peuvent fournir objectivement une réponse 'vraie' à ce qui est essentiellement une question politique', il se peut que les politiciens ne soient pas les mieux placés pour décider quels sont les communautés les plus vulnérables. Laisser aux politiciens, les communautés sélectionnées peuvent finir par être celles qui ont le plus de votes exprimés en faveur du parti au pouvoir. Cette question épineuse, à savoir qui doit être sélectionné pour être aidé et pourquoi, est celle sur laquelle un débat constant et vigoureux devrait porter, et nous ne devons pas oublier de rechercher des solutions équitables et des ressources suffisantes pour tous. ■

A PROPOS DE L'AUTEUR



● **Wendy Annecke** a beaucoup travaillé sur le genre, l'énergie et les changements climatiques. Elle est actuellement responsable du programme changements climatiques à Indigo Development and Change en Afrique du Sud.

COORDONNÉES

● **Wendy Annecke**, PO Box 350, Nieuwoudtville 8180, South Africa.

Fax : +27- 21-81148

Courriel : wendy@indigo-dc.org

L'adaptation mise en marche

ACCORD AU SOMMET

Sven Harmeling soutient que, dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, la Conférence de Cancún a fait un petit pas dans la bonne direction.

Le Sommet de Cancún sur le climat a abouti à l'adoption d'un ensemble complet de décisions portant sur de nombreux aspects du débat sur le climat. Il doit être considéré comme une étape d'un long voyage qui va continuer à être dur et poussiéreux. Entre autres résultats, le Cadre de l'adaptation de Cancún a été adopté. Cet accord marque une étape intermédiaire importante dans les négociations sur l'adaptation, qui ont débuté à Bali en 2007 et qui, au cours du Sommet de Copenhague sur le climat ont progressé plus que beaucoup d'autres éléments constitutifs de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Cadre de l'adaptation de Cancún couvre toute une gamme d'aspects, des principes directeurs relatifs aux actions d'adaptation à une liste d'activités que les pays peuvent entreprendre en vertu de ce Cadre, de la nécessité de renforcer la coopération région-

ale à l'invitation lancée à de multiples parties prenantes à contribuer à la mise en œuvre. Au cours des négociations à Cancún, ce sont pour la plupart du temps ces questions ayant un intérêt opérationnel concret qui ont été les plus controversées et qui ont absorbé la grande partie du temps de négociation sur l'adaptation. A la fin, les négociateurs sont arrivés à des conclusions qui peuvent avoir un impact sur le terrain.

Pour les pays les moins avancés (PMA), il a été décidé d'établir un processus qui les assiste dans leurs efforts nationaux de planification de l'adaptation, par exemple, s'ils veulent mettre au point des plans d'adaptation nationaux ou des stratégies globales de lutte contre les changements climatiques. S'appuyant sur l'expérience des programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA), la CCNUCC soutient par le biais de l'élaboration de directives et de la facilitation de l'échange d'expériences.

Un comité d'adaptation a été créé pour promouvoir la cohérence en matière d'adaptation dans le cadre de la Convention. Il y avait une longue lutte entre les pays développés et en développement sur les fonctions qui devraient être poursuivies, ainsi que sur la question de savoir si un tel comité serait la bonne approche pour assurer ces fonctions.

C'est seulement lorsque les négociations sont arrivées au niveau des ministres qu'un accord a pu être conclu.

La nécessité de remédier aux pertes et dommages - les impacts qui restent sans suite malgré les meilleurs efforts d'atténuation et d'adaptation - a été très controversée. L'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) a favorisé un mécanisme international pour remédier aux pertes et dommages causés par les extrêmes, ainsi que des événements à évolution lente, comme l'élévation du niveau de la mer. Le mécanisme était censé inclure des approches d'assurance ainsi que les aspects de l'indemnisation et la réadaptation. À la fin, les Parties ont convenu d'élaborer un programme de travail sur plusieurs questions liées à la perte et aux dommages, qui, quoique moins demandée par l'AOSIS, doit être considérée comme une décision en faveur des pays les plus vulnérables. La question sera maintenue sur l'agenda politique, même si ce n'est qu'une première étape vers des actions pour résoudre ce problème.

Un des principaux problèmes a été résolu pour une action sérieuse qui a longtemps fait obstacle à l'adaptation en vertu de la Convention, la question dite de l'adaptation aux mesures de riposte. Il s'agit de l'adaptation aux effets néfastes des mesures d'atténuation



Une centaine de manifestants marchent à Cancun pour la signature d'un accord équitable contre les changements climatiques

Photo: © Ainhoa Goma/Oxfam

des émissions, lorsque, par exemple, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole perçoit la perte de revenus parce que les pays développés réduisent leur consommation de pétrole en raison de leurs politiques climatiques. Malheureusement, la Convention relie les deux aspects - l'adaptation aux impacts des changements climatiques et aux mesures d'intervention - en un seul article. Comme toujours lorsque l'on essaie de passer à l'échelle supérieure d'action sur l'adaptation, l'Arabie Saoudite et les autres producteurs de pétrole demandent à bénéficier aussi de mesures d'adaptation. De toute évidence, il est immoral de mettre sur le même pied d'égalité

les pertes dues à la réduction des activités nuisibles, et les impacts des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables qui n'ont aucune responsabilité par rapport aux causes du problème. L'accord de Copenhague n'a pas fait la distinction entre les mesures de réponse et les impacts climatiques. Cancun, toutefois, a obtenu le résultat que les mesures de réponses soient traitées dans le cadre de l'atténuation, et non dans le cadre de l'adaptation.

En partie, les décisions de Cancun ont déjà influencer les débats de la prochaine conférence sur le climat, la 17^e Conférence des Parties à la Convention sur le climat en décembre

2011 à Durban, en Afrique du Sud. Par exemple, les modalités pour le Comité d'adaptation ainsi que le processus de soutien des PMA devront être élaborées au cours de 2011, en vue de se mettre d'accord sur l'opérationnalisation de Durban. En ce qui concerne le programme de travail sur la perte et les dommages, il a été convenu que les Parties et les organisations concernées soumettent leurs observations sur les éléments à inclure dans le programme de travail qui prendra fin à la 18^{ème} Conférence des Parties en 2012 au plus tard le 21 février 2011 au Secrétariat de la CCNUCC.

Bien sûr, tout compte fait, tout cela ne sera pas suffisant pour sauver les pays et les populations vulnérables si ce n'est pas soutenu par un appui financier important des pays développés, et si les plus grands émetteurs du monde, en particulier, les pays développés n'adoptent pas des objectifs plus ambitieux de réduction de leurs émissions. De ces deux points de vue, le Sommet sur les changements climatiques de Cancun n'était qu'un petit pas en avant, mais un pas dans la bonne direction quand même.

● **Plus amples informations:**

Germanwatch a publié un document d'information sur les négociations sur l'adaptation à [www.germanwatch.org / Klima / ad-CPH-canc.htm](http://www.germanwatch.org/Klima/ad-CPH-canc.htm). L'auteur peut être contacté à Germanwatch eV, Büro Bonn Dr Werner-Schuster-Haus Kaiserstr 201, D-53113 Bonn, Germany. Fax: +49-228- 6049219.

Courriel: harmeling@germanwatch.org.

CONFÉRENCES

1^{ere} Réunion Inter-session sur les négociations

Bangkok, Thaïlande

03-04-2011 au 08-04-2011

Première réunion depuis la conférence de Cancun (Mexique) fin 2010, qui a abouti à un accord et a permis de relancer le processus de négociation, cette rencontre, qui regroupera des représentants de 190 pays, entend préparer le rendez-vous sur le climat de Durban fin 2011.

Depuis les années 90, les ministres de plus de 190 pays signataires de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques (CCNUCC) se retrouvent chaque fin d'année pour prendre des décisions sur la lutte contre le réchauffement du globe. Entre deux sessions, les équipes de négociateurs de ces mêmes pays se réunissent pour des rounds de discussions intermédiaires. Outre Bangkok, au moins une autre réunion préparatoire aura lieu en 2011 à Bonn le siège de la CCNUCC.

Détails: <http://unfccc.int/2860.php>

5^e Sommet Mondial du Business pour l'environnement

Jakarta, Indonésie

27-04-2011 au 30-04-2011

La cinquième édition du Sommet mondial du Business pour l'environnement en partenariat avec le WWF, les initiatives

mondiales et le gouvernement de l'Indonésie, intitulée «Prêcher par nature:Fournir des solutions de transformation pour notre planète » a pour objet d'explorer une nouvelle approche de la direction d'entreprise qui aligne les objectifs de l'entreprise à la biodiversité et le capital naturel de fournir des solutions innovantes, durables et de services pour une économie propre et un avenir faible en carbone.

Détails : www.b4esummit.com/

4^e Salon international des énergies renouvelables et de l'environnement en Afrique (SINERGIE)

Dakar, Sénégal

27-04-2011 au 30-04-2011

Le développement des énergies renouvelables ne répond pas seulement à un enjeu environnemental mais aussi à un besoin de diversification de nos sources d'énergies. Pour la contribution de l'Afrique à la recherche de solutions, la 4^{ème} édition du SINERGIE invite les acteurs des filières énergies renouvelables et environnement à venir prendre part à l'exposition internationale, au colloque et aux rencontres professionnelles et de partenariat prévues.

Détails : www.sinergie-afrique.com/

Congrès International sur les changements climatiques l'agriculture, l'alimentation, la pêche et les écosystèmes

Agadir, Maroc

19-05-2011 au 21-05-2011

Ce Congrès est organisé dans un contexte mondial marqué par 1) l'échec du Sommet de Copenhague d'arriver à un accord contraignant pouvant faire face aux changements climatiques; 2) La fragilité de la sécurité alimentaire mondiale, la gravité des conséquences de la faim, et l'inefficacité des différentes politiques et programmes visant à assurer la sécurité alimentaire durable; 3) la diminution de la biodiversité marine mondiale et les ressources halieutiques suite aux pressions exercées par la surpêche, la dégradation environnementale et les impacts du changement climatique; 4) La perte croissante de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes forestiers suite au changement climatique et impacts des activités humaines, en dépit d'une convention mondiale engageant les gouvernements à enrayer le déclin.

Détails : <http://nrsc.webnode.com/scientific-events/iccaffe2011/>

3^e Sommet entre l'Union Européenne et l'Afrique

Istanbul, Turquie

05-05-2011 au 07-05-2011

Cette rencontre, intitulée «Bridging solutions to the XXIst century» ambitionne de rassembler plus de 1000 femmes à responsabilité afin de «faire avancer la situation économique des femmes et assurer une prospérité mondiale»

Détails: www.globewomen.org/summit/Summit.htm

Le Forum Régional de l'Environnement

05-07-2011 au 08-07-2011

Brazzaville, Congo

Sous le haut patronage du Ministère du Développement Durable de l'Economie Forestière et de l'Environnement du Congo, l'Unité de Soutien Institutionnel et de Développement (USID) de l'UICN-PACO organise le Forum régional de l'environnement. L'objectif global de cette réunion est la mise en place d'un cadre informel d'action concertée Gouvernements-Société civile pour l'action en matière d'environnement.

Détails: www.iucn.org/

ÉVÉNEMENTS

Progrès à Cancun

La Conférence de Cancun sur le climat s'est avéré un succès inattendu, même si les questions essentielles restent en suspens. Sarah Granich et Mick Kelly de l'équipe de Tiempo font le point sur la période qui a précédé la conférence et les résultats de celle-ci.

Au moment où les négociations finales avant la Conférence des Parties de Cancun sur le climat avaient lieu à Tianjin, en Chine, en octobre 2010, Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a exhorté les Parties à "aller au-delà de leurs intérêts nationaux dans la poursuite d'un bien commun." L'objectif serait de se concentrer sur les aspects des négociations susceptibles de trouver des solutions lors de la Conférence de décembre, et de recenser les questions litigieuses à régler à une date ultérieure.

Les tensions entre la Chine et les États-Unis avaient menacé d'éclipser les pourparlers de Tianjin, la Chine ayant lancé un avertissement disant qu'il n'y aurait pas de compromis sur les intérêts des pays en développement. "Nous perdons la confiance", avait déclaré le représent-

ant du ministère des Affaires étrangères, Huang Huikang. La réponse chinoise a été déclenchée par les propos de Jonathan Pershing, l'adjoint de l'envoyé spécial des États-Unis pour les changements climatiques, qui a dit que les États-Unis ont été déçus par le rythme des négociations et pourraient chercher une alternative au processus des Nations Unies. Pershing a également accusé certains pays de tenter de «remettre en cause» les acquis de l'Accord de Copenhague. «Un pays développé que je ne vais pas nommer n'a pas fait son travail», avait alors déclaré Xie Zhenhua, négociateur en chef de la Chine. «Il n'a pas fourni de financement ou de la technologie à d'autres pays, mais il leur demande d'accepter un contrôle rigoureux et volontaire des actions nationales. C'est tout à fait scandaleux. Cela est tout à fait inacceptable», avait-il poursuivi.

Au terme des négociations de Tianjin, Figueres était heureuse de constater que les participants étaient presque parvenus à la définition de ce qui pourrait être réalisé lors du sommet de Cancun. «Cette semaine nous nous sommes rapprochés d'un ensemble structuré de décisions qui peuvent être adoptées à Cancun. Les

gouvernements ont visés ce qui est faisable à Cancun, et ce qui peut être remis à plus tard», avait-elle dit. L'action qui pouvait être convenue lors du sommet concernait «les petites clés climatiques qui ouvrent les très grandes portes » générant un nouveau niveau d'action climatique parmi les riches et les pauvres, les entreprises et les consommateurs, les gouvernements et les citoyens. «Si le financement du climat et le transfert de technologie permettront de donner à des milliers de villages des cuiseurs solaires efficaces et de l'éclairage, non seulement les émissions de carbone de toute une nation baissera, mais également les enfants grandiront sains, le travail des femmes sera rendu plus facile et les familles pourront parler, lire et écrire dans la soirée», avait-elle encore dit. Il s'agit ici de gens à qui on a donné la possibilité de prendre le contrôle de leur stabilité, la sécurité et la durabilité futures, avait-elle ajouté. Les perspectives pour Cancun ont été érodées par la victoire des Républicains aux élections de mi-mandat aux États-Unis, sapant ainsi les plans d'un plafond au niveau national ainsi qu'une approche commerciale relative à l'atténuation et, partant, la participa-

tion du pays dans les efforts internationaux. Néanmoins, l'Union européenne, qui prévoit de réduire ses émissions de carbone de 20 pour cent au niveau de 1990 au cours des dix prochaines années et envisage d'autres mesures, s'est tenue à sa position. «L'objectif de Cancún demeure un ensemble équilibré de décisions qui maintiennent l'élan vers un cadre international pour limiter la hausse de la température mondiale en dessous de deux degrés Celsius», a déclaré José Manuel Barroso, président de la Commission européenne.

En novembre 2010, quinze pays, réunis à la Conférence sur le climat à Tarawa à Kiribati, ont signé la Déclaration Ambo. La Déclaration appelle à des décisions à la Conférence de Cancún sur un «paquet d'urgence» pour une mise en œuvre concrète et immédiate pour aider les per-



Sculpture de sable d'un paysan mexicain

Photo: ©Oxfam International

sonnes les vulnérables dans les Etats qui sont en première ligne pour répondre aux défis posés par la crise climatique. L'objectif de la réunion était d'organiser un forum de consultation entre les États vulnérables et leurs partenaires, la création d'un environnement propice aux négociations multipartites sous les auspices de la Convention sur le climat. Le Colonel Samuela Saumatua, ministre de l'Environnement fidjien, a déclaré que l'emplacement de la réunion était idéal pour le dialogue. «L'esprit de discussion a été très utile, très Pacifique, a-t-il dit. «Il est bien loin de Copenhague, et ici les gens suggèrent des choses, au lieu de dire que vous ne pouvez pas avoir ceci ou cela, ils disent, il peut être préférable de regarder cela de cette façon. C'est donc l'esprit des choses. «La Déclaration a été signée par l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, Cuba, Fidji, Japon, Kiribati, les Maldives, les îles Marshall, la Nouvelle-Zélande, les Îles Salomon et Tonga. Le président de Kiribati Anote Tong a indiqué qu'il était déçu que les États-Unis et le Royaume-Uni aient renoncé à la déclaration en prenant le statut d'observateur.

Les Petits États insulaires ont annoncé qu'ils veulent la fin de 2011 comme date limite pour un nouvel espace sur le climat. «Dans le cas du climat, l'urgence exige de la vitesse», avait déclaré Dessima Williams, de l'Alliance des Petits États

insulaires. «Tout ce qui n'est pas conclu à Cancún ne devrait pas être remis à une date indéterminée, mais devrait être facilement enregistré sur le programme de l'Afrique du Sud [la Conférence des Parties de 2011],» avait-elle affirmé.

Al'approche de la Conférence, Figueres était restée confiante quant à l'issue positive. «Tout ce que je vois me dit qu'il y a un arrangement à faire», dit-elle. Ce qui pourrait ressortir c'est une série d'accords intimement liés. «Les pays l'ont en fait appris par eux-mêmes. qu'il n'y a pas une solution globale,» a déclaré Figueres. «Ils semblent également avoir commencé à mettre en place les piliers sur lesquels ils pourront engager des actions réalistes sur le terrain, parce que les pays ont vraiment besoin de résultats sur le terrain en ce moment. Et je ne les vois pas s'en écarter de façon soudaine».

«Les changements climatiques constituent un problème qui affecte la vie à l'échelle planétaire», a déclaré le président mexicain Felipe Calderón, lorsque la Conférence sur le climat de Cancún a débuté. «Ce que cela signifie c'est que vous ne serez pas seul ici à négocier à Cancun. A vos côtés, il y aura des milliards d'êtres humains, qui s'attendent que vous travailliez pour toute l'humanité», a-t-il poursuivi. Environ 15 000 personnes ont participé à la Conférence.

Le Japon a créé une grande consternation dans les jours qui ont suivi

NOUVELLES



Un comité de peuples indigènes

Photo: © Oxfam International

l'ouverture du sommet lorsqu'il a annoncé qu'il ne serait pas en faveur de l'extension du Protocole de Kyoto après 2012. Le Ministre de l'Environnement Ryu Matsumoto a décrit le traité comme «obsolète», puisqu'il ne couvrirait que les nations responsables de 27 pour cent des émissions mondiales. Le Japon veut un traité mondial. «Cela n'a pas de sens de définir la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto alors que le présent Protocole de Kyoto n'impose des obligations que sur une petite partie seulement des pays développés», a déclaré le négociateur japonais Hideki Minamikawa. «Avec cette position, le Japon s'isole du reste du monde. Pire encore, cette position compromet

les pourparlers en cours et constitue une grave menace pour les progrès nécessaires ici à Cancún», a déclaré Yuri Onodera des Amis de la Terre Japon. Les pays en développement considèrent l'avancée sur l'avenir du Protocole de Kyoto comme une condition préalable à un accord global mondial.

L'atmosphère au cours des négociations a été, dans l'ensemble, beaucoup plus constructive que lors de la Conférence précédente. «Il y a plus de camaraderie que j'ai vu à Copenhague, plus de dialogue et un engagement beaucoup plus intense entre les États-Unis et la Chine, et moins de boîte à vide», a commenté le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh.

Après avoir dépassé les horaires de la dernière journée, les discussions ont pris fin avec deux accords majeurs. Les pays développés, reconnaissant leur responsabilité historique, «doivent prendre les devants dans la lutte contre les changements climatiques et leurs effets néfastes», affirme l'accord sur l'action concertée à long terme. Les pays en développement, pour leur part, prendront des «mesures d'atténuation appropriées au niveau national dans le contexte du développement durable», sous réserve du soutien financier et technique adéquat. Un accord de compromis a été trouvé sur un régime d'inspection internationale de ces pays, une évolution à laquelle la Chine s'était opposée. Dans le cadre du second accord, le Protocole de Kyoto se poursuivra au-delà de 2012, bien que les détails essentiels, tels que les objectifs de réduction des émissions nationaux, doivent encore être négociés et il ne doit pas subsister de doute sur l'avenir du Protocole. L'objectif primordial des deux accords est de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à moins de deux degrés Celsius au-dessus des niveaux pré-industriels. Cet objectif sera revu au bout de cinq ans et la nécessité de limiter l'élévation de la température moyenne de 1,5 degré Celsius sera considéré. Après deux décennies, l'adaptation a reçu la même considération que l'atténuation

dans la réponse internationale à la menace des changements climatiques. Le vaste Cadre de l'Adaptation de Cancún couvre :

- la planification et la mise en œuvre des actions d'adaptation ;
- l'évaluation des impacts, de la vulnérabilité et de l'adaptation ;
- le renforcement des capacités institutionnelles ; le renforcement de la résilience sociale et écologique ;
- le renforcement des stratégies de réduction des risques ;
- les mesures concernant les déplacements, la migration et la réinstallation planifiée dus aux changements climatiques, le développement et le transfert de technologies, les pratiques et processus de renforcement des capacités ;
- le renforcement des données, des systèmes d'information et de connaissances, de l'éducation et la sensibilisation du public et de l'amélioration de la recherche liés au climat et à l'observation systématique.

Un processus sera établi, qui permet aux Pays les Moins Avancés de formuler et de mettre en œuvre des plans nationaux d'adaptation. Le Fonds vert climat permettra de fournir «des financements supplémentaires, nouveaux et additionnels, prévisibles et adéquats» pour développer les activités des pays en développement et sera géré par les pays développés et en développement. Il permet ainsi de résoudre le contentieux concernant le

rôle de la Banque mondiale. Le soutien s'élèvera à un objectif de 100 milliards de dollars par an en 2020. Un accord a également été atteint sur le financement visant à aider les pays en développement à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre par la protection des forêts.

Dans son discours de clôture, le président mexicain Felipe Calderón a déclaré que la Conférence a été un succès, en affirmant que les accords obtenus «ont modifié l'inertie et ont changé le sentiment d'impuissance collective en espoir dans le multilatéralisme» qui s'était abattu sur les récentes négociations. Le rôle de Figueres, Secrétaire exécutif, qui a poussé les pays à deux accords a été vivement félicité. Elle a été décrite comme une «déesse» par Ramesh.

Les réactions face à l'accord double du sommet de Cancún ont été généralement positives. «Nous avons renforcé le régime international sur le climat avec de nouvelles institutions et de nouveaux fonds», a déclaré la commissaire de l'Union européenne chargée du climat, Connie Hedegaard. «Les spéculateurs ne m'attendaient pas vraiment beaucoup et ce que nous avons vu était un engagement politique clair», a déclaré Martin Schulte, directeur à First Climate. «Nous sommes sorti de l'arrêt complet», a-t-il conclu.

Jake Schmidt, du Natural Resources Defense Council des États-Unis, citant

des progrès sur la réduction des émissions, une plus grande transparence, la préservation des forêts et la création du Fonds vert, a décrit les accords comme un ensemble détaillé de principes visionnaires, mais aussi pragmatiques qui fournissent une base solide sur laquelle on peut s'appuyer à l'avenir.

Les accords de Cancún, combiné avec les efforts de millions de personnes dans le monde œuvrant au niveau personnel, local, étatique et régional pour faire face à ce problème, constituent un progrès réel, dit-il. Il y a eu une réaction très positive à la possibilité que la Chine accepte un certain degré de vérification internationale de son effort de réduction des émissions. «C'est un grand pas dans la bonne direction», a déclaré Fred Boltz de Conservation International.

Saleemul Huq, de l'Institut international pour l'environnement et le développement, membre du comité éditorial de *Tiempo*, a déclaré que «nous sommes sur un très bon départ» avec le Fonds vert pour le climat. «Les deux choses que nous avons accompli à Cancún, un peu contre toute attente en fait, nous avons maintenant le nouveau fonds pour le climat et les pays ont commencé à faire des promesses de contribution», a-t-il expliqué.

Accord sur la réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts (REDD) a été l'un des

NOUVELLES

principaux résultats de la Conférence. Le porte-parole de Greenpeace Steve Campbell a déclaré que le mécanisme REDD pourrait être une avancée majeure pour les forêts, bien que «le diable va vraiment être dans le détail». Il est heureux que les forêts ne soient pas incluses dans les marchés du carbone. Ben Powless du Forum des peuples autochtones sur les changements climatiques s'est félicité de l'accord sur les forêts, mais a averti que le libellé sur la sauvegarde des droits des peuples autochtones a été faible. «Cela maintient toujours la possibilité de privatiser une grande partie de nos ressources naturelles, nos terres et territoires. Et de fait ceux qui vont souffrir de cela ce sont les communautés autochtones ainsi que la biodiversité», a-t-il dit.

Il y avait des réserves quant à l'absence de tout engagement concret d'atténuation dans les accords de Cancún, sans objectif de réduction des émissions mondiales d'ici à 2050, aucun objectif pour une année de pointe et pas d'objectifs fermes de réduction des émissions pour les pays développés. Comme l'a commenté Sunita Narain du Centre for Science and Environment de l'Inde, «l'idée c'est de remplacer le régime [existant] avec des objectifs volontaires pour tous». Ce problème semble être bien parti pour dominer les négociations menant au sommet de 2011 en Afrique du Sud.

Dans une lettre adressée au président

du Mexique, Mohamed Nasheed, président des Maldives, a promis le soutien de son pays pour les accords de Cancún et a félicité Calderón pour la «remarquable réalisation [de son gouvernement] qui a négocié avec succès un ensemble équilibré de décisions». A la suite de ce sommet, Figueres a lancé un appel pour le lancement rapide des nouvelles institutions et des nouveaux fonds institués par les accords afin de confirmer qu'une nouvelle ère de coopération internationale sur les changements climatiques est un fait établi. «Plusieurs millions de personnes pauvres et vulnérables du monde attendent depuis des années pour obtenir le niveau maximum de l'aide dont ils ont besoin. Les pays industrialisés auront bientôt une structure claire et globale dans laquelle ils peuvent orienter les fonds qu'ils ont promis», dit-elle. Elle a demandé à tous les pays, en particulier les pays industrialisés, d'approfondir leurs engagements de réduction des émissions. «Cancún a été un pas important, plus grand que beaucoup ne pouvaient imaginer possible. Mais le temps est venu pour nous tous de dépasser nos propres attentes, parce que rien de moins ne peut servir».

Les promesses existantes de contribution et les promesses de réduction des émissions nationales, si elles sont pleinement réalisées, pourraient fournir environ 60 pour cent des réductions néces-

saies pour limiter l'augmentation de la température moyenne globale à deux degrés Celsius au cours du 21^e siècle, selon un récent rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Ce qui laisse, cependant, un grand «écart d'une gigatonne» qui doit encore être traité.

● **Plus amples informations:** Tiempo Climate Cyberlibrary offre une couverture hebdomadaire des nouvelles à l'adresse www.tiempocyperclimate.org/newswatch/. Pour une analyse détaillée de toutes les négociations sur le climat, visitez le Earth Negotiations Bulletin consacré à www.iisd.ca/processus/climate_atm.htm.

Fonds d'adaptation

Emmanuel Seck présente les défis et opportunités qu'offre le premier projet d'accès direct du Fonds d'Adaptation.

Ce n'est pas un hasard que l'un des premiers projets approuvés pour être financé par le Fonds d'Adaptation aux changements climatiques provienne de la toute première institution accréditée pour l'accès direct. En raison du caractère historique de cette performance, le regard de toutes les parties intéressées est tourné vers le Centre de Suivi Ecologique (CSE) du Sénégal pour suivre de près sa progression dans le processus de mise en œuvre. Ainsi, le Sénégal et son Entité nationale désignée qu'est le CSE apparaissent comme un exemple de réussite à suivre pour les autres pays. Toutefois, la réussite de la mise en œuvre de son projet, qui vise à répondre à «l'Adaptation à l'érosion côtière dans les zones vulnérables du Sénégal» n'est



Les femmes de Joal dans les activités de désalinisation

Photo: © Emmanuel Seck/Enda

pas seulement une opportunité, mais aussi une responsabilité. C'est une opportunité car il donne au pays la possibilité de répondre à une menace importante à laquelle le Sénégal fait face, et qui handicape ses perspectives de développement durable. Les principaux secteurs économiques du Sénégal

sont tributaires des ressources naturelles, qui ont été surexploitées pour satisfaire les besoins essentiels des populations pauvres et sont menacés par les impacts des changements climatiques imminents.

La façon dont le projet sénégalais est conçu et présenté justifie le processus

NOUVELLES

d'approbation du Conseil. Dans de nombreuses facettes, il semble être un exemple pour les autres pays qui ont fait des soumissions jusqu'à présent au Conseil.

Par exemple, la manière dont les consultations des parties prenantes ont eu lieu est plus transparente que pour les autres projets, parce que la proposition mentionne non seulement le nombre de consultations effectuées, mais indique également de manière explicite les contributions de chaque communauté et association. En outre, la liste de toutes les décisions pertinentes prises et les personnes impliquées sont accessibles au public. Alors que les autres projets présentés (et même une proposition approuvée du Honduras) s'appuient sur les organismes gouvernementaux (pour la plupart, des ministères de l'environnement comme entités de mise en œuvre (EE), dans le cas du Honduras, le Secrétariat "national" de l'environnement et des ressources naturelles (SERNA)), l'exécution du projet au Sénégal sera assurée par différentes organisations d'origines diverses. Les différentes entités de mise en œuvre choisies (Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés, (DEEC) sous l'autorité du ministère de l'environnement, l'ONG Green Sénégal, une Association des jeunes et

des femmes) travailleront en étroite collaboration avec les communautés locales, qui assumeront elles-mêmes aussi plusieurs tâches dans la mise en œuvre du projet en fonction de leurs capacités.

La mise en œuvre des projets à travers une entité nationale désignée est également liée à certaines responsabilités. Le CSE du Sénégal a maintenant sa réputation d'entité de mise en œuvre à défendre. Dans l'ensemble, les résultats des projets dépendent de leur gestion par le CSE, ainsi que de leur mise en œuvre par l'entité d'exécution. Les deux sont donc tenus de veiller à chaque étape de l'exécution du projet, que l'argent versé soit effectivement canalisé vers les communautés ciblées. Cela devrait, en même temps, permettre d'arriver aux mêmes résultats attendus -- voire de meilleurs résultats, que ceux des entités de mise en œuvre multilatérales. ■

A PROPOS DE L'AUTEUR



● **Emmanuel Seck** est coordonnateur de programme à ENDA Energie dans le domaine des changements climatiques et de la désertification.

COORDONNÉES

● **Emmanuel Seck**, ENDA Programme Energie, Environnement, Développement
54 rue Carnot, BP 3370, Dakar, Sénégal.
Fax : +221-33-8217595
Courriel : enda.energy@orange.sn

Ils seront bien obligés...
Puisqu'il n'y a aucun accord
sur les émissions...

Ils nous aideront
à nous adapter...



Comité éditorial :

Sécou Sarr, Djimingué Nanasta, Li-
basse Ba

Adresse éditoriale :

Tiempo Afrique, ENDA Programme
Energie, Environnement, Dévelop-
pement, 54 rue Carnot, BP 3370,
Dakar, Sénégal
Tél: +221-33-8222496 / 33-8225983
Fax: +221-33-8217595
Courriel: enda.energy@orange.sn

Distribution : Tiempo Afrique est

distribué gratuitement à la de-
mande en écrivant à Nathalie Koffi,
ENDA Programme Energie, Envi-
ronnement, Développement, 54 rue
Carnot, BP 3370, Dakar, Sénégal
Courriel: enda.energy@orange.sn
Web: <http://energie.enda.sn>

Tiempo Afrique est publié par :

ENDA Programme Energie, Environne-
ment, Développement en collaboration
avec l'International Institute for Envi-
ronment and Development (IIED) et
Stockholm Environment Institute (SEI).

Directeur de publication :

Sécou Sarr

Coordonnateur de la publication :

Djimingué Nanasta

Mise en page :

Nathalie Koffi Nguessan

Impression : POLYKROME

Les Promesses financières de Copenhague

Un certain nombre d'observateurs ont déploré à juste titre la catastrophe de Copenhague en l'imputant à un manque de confiance entre les Parties, en particulier entre le monde développé et le monde en développement. Cependant, de cette confusion est apparue une lueur d'espoir apparemment clair et ambitieux à travers l'accord de Copenhague, qui pourrait contribuer à la reconstruction de cette confiance : "un financement supplémentaire, nouveau et additionnel, prévisible et adéquat." Le fonds doit démarrer d'abord avec 30 milliards de dollars américains dans le cadre d'un 'financement précoce' pour les pays en développement de 2010 à 2012, pour ensuite monter à 100 milliards de dollars par an en 2020. 100 milliards par an, c'est beaucoup d'argent : toute l'aide étrangère internationale s'élève tout juste à un peu plus de 150 milliards de dollars par an, ainsi pour respecter cet engagement avec des fonds publics, il faudrait presque doubler les flux Nord-Sud. Le chiffre de 100 milliards de dollars a été fréquemment avancé au cours de l'année 2009 par les pays en développement comme un montant minimum nécessaire pour montrer le sérieux

des pays riches quant à la satisfaction de leurs besoins, et à titre d'acompte pour régler la « justice climatique ».

Cependant, un examen plus approfondi montre que cette promesse de financement des changements climatiques sonne faux. C'est parce que le libellé même de l'Accord ne permet pratiquement pas de savoir si ces

promesses ont été respectées. L'Accord dit "ce financement proviendra d'une grande variété de sources, publiques et privées ..." Malheureusement, cela signifie que le mot « prévisible » devrait être remplacé par "imprévisible", puisque les investissements et les marchés sont notoirement instables. Sur les fonds provenant des gouvernements, le montant qui sera considéré comme étant une subvention et le montant des

prêts ne sont pas clairs. S'il ya des prêts, leur remboursement devrait compter comme un financement négatif dans les années de remboursement, mais ce n'est spécifié nulle part. Certains mécanismes proposés pour lever des "financements innovants" à partir de petites taxes sur les voyages aériens internationaux, le commerce du carbone, ou de petites taxes sur les transactions de change des spéculateurs, sont extrêmement attrayants. Ils sont

clairement « nouveaux », et pourraient être conçus pour être versés directement dans les fonds régis par les 192 nations qui sont Parties à la Convention sur les changements climatiques. (Cela permet d'éviter les trésors nationaux des pays développés, où les fonds sont souvent usurpés pour les besoins locaux). Même ainsi, il est urgent de mettre en place des systèmes pour le suivi de ces fonds, à partir des contributeurs jusqu'aux bénéficiaires et la mise en œuvre. Il y aura très certainement d'autres fonds pour lesquels les nations donatrices vont souhaiter comptabiliser, les projets « liés au climat » dans leur portefeuille de l'aide public au développement à travers les organismes nationaux et multilatéraux (tels que le Fonds pour l'Environnement Mondial et la Banque mondiale). Des définitions indépendantes, la vérification des projets et l'évaluation de l'efficacité, dans le cadre du traité sur le climat, sont nécessaires pour que l'Accord de Copenhague sonne vrai.

LE MOT DE LA FIN

Timmons Roberts explique ce qu'il faut faire pour que les engagements financiers sur le climat pris à Copenhague se concrétisent



J. Timmons Roberts est directeur du Centre for Environmental Studies et Professeur de sociologie et d'études environnementales à l'Université de Brown aux États-Unis.

Courriel: J. Timmons_Roberts@brown.edu